

**Transformations de la recherche et des universités :  
quelles conséquences sur la sociologie  
le 4 avril de 9h30 à 11h30.**

**CR : Dan Ferrand-Bechmann**

Le but était double : débattre sur le fond et sur le rôle de l'AFS dans le débat sur l'avenir de la sociologie.

La rencontre qui a réuni 24 personnes a eu lieu à l'Université de Paris 5, a été introduite par Bruno Péquignot. Il qui a souligné qu'il fallait séparer la question des transformations dans l'Université (LMD) de celle du CNRS et de la recherche. Dans les projets les instituts vont être à court terme sous la tutelle des Universités. Il va y avoir des entités à thématiques précises. Aucune Université n'a les moyens de ses ambitions, même Paris 6, et il faudra 10 ans pour que les institutions mises en place fassent aussi bien que le CNRS. D'autre part, le personnel va être, à terme, déplacé. On risque de vivre un problème difficile avec l'intégration des personnels EPST.

La LRU a des défauts et des qualités mais surtout elle a été votée par la CPU. « *Ce sont les présidents contre lesquels il faut se battre* ». Selon B. Péquignot, rien n'impose de supprimer les commissions de spécialistes même si les comités ad hoc sont mis en place. B. Péquignot insiste ensuite sur la richesse des expériences interdisciplinaires.

Il y a eu un accord dans le public présent sur les possibilités de souplesse et d'interprétation de la LRU.

Le débat s'est engagé avec des visions contrastées dont celle de Jean-Pierre Durand : opinions optimistes quant aux possibilités de trouver des emplois pour les étudiants en sociologie et de la montée en nombre des formations professionnalisantes. Des regrets quant aux manques d'affichage de la discipline et pour certains de la disparition des master recherche : des étudiants bien formés vont faire défaut dans quelques années. L'exigence de recherche doit continuer et des enseignements créés dès le L3.

Un doctorant demande si il y encore un avenir pour la sociologie et nous interroge : que comptez vous faire ?

Optimismes aussi chez Odile Piriou sur les possibilités de reconnaissance des docteurs en sciences humaines en dehors de l'Université. Il y a même eu une annonce ANPE qui demandait un sociologue, a dit un participant.

Le doctorant E. Mirzayantz s'exclame : « l'AFS doit rappeler le rôle de la sociologie et en défendre la place ; il faut aller directement à la source et faire réagir le ministère en lui rappelant la place ancienne de la sociologie française ».

Par contre, quelqu'un qui a travaillé avec l'association Bernard Gregory souligne qu'il y a des chefs d'entreprises qui ne savent pas ce qu'est un docteur. La reconnaissance en France est moins claire (on n'affiche pas le titre) et moins forte que dans d'autres pays.

Louis Chauvel anime fortement le débat et souligne la qualité du travail d'Odile Piriou sur les transformations du paysage sociologique mais recommande de ne pas regarder que dans le

rétroiseur : nous sommes face à une transformation inédite du paysage académique. L'avenir des EPST est problématique et le nombre des départs de 17 pour 3 recrutements en section 36 au CNRS souligne les mouvements à l'oeuvre. Il faut observer dans chaque établissement la façon dont les réformes avancent. Par exemple, on voit qu'avec la disparition de la distinction entre Master recherche et master professionnel, ceux qui ont fait le pari du "master recherche" font face à une impasse historique, à un collapsus.

Bruno Péquignot regrette que le rapport Belloc « punisse » les « mauvais » chercheurs en augmentant leur temps d'enseignement et donc en les envoyant devant les étudiants. La vague des chercheurs – qui n'étaient pas tous sociologues - et qui ont été intégrés dans les années 80 s'en va maintenant. Il y a aussi un risque de transformation de postes en CDD.

Odile Piriou fait remarquer que la menace sur la sociologie s'exerce sur les jeunes doctorants mais aussi sur les enseignants du second degré et sur la sociologie dans l'enseignement du second degré. Un autre problème vient des changements rapides : entre le début de l'entrée en thèse et la sortie, la situation évolue pour les doctorants confrontés à une diminution des postes.

Frédérique Leblanc souligne que malgré la difficulté pour s'investir dans SLR c'est très important pour que la sociologie soit bien comprise comme une discipline scientifique parmi d'autres (particulièrement en ces temps de démantèlement du CNR); pour les post-docs, elle signale que les laboratoires devaient réfléchir à la place qu'ils leur font, notamment en termes d'affichage mais pas seulement, afin qu'une personne n'apparaisse pas comme "post-doct" 5 ou 7 ans après sa soutenance de thèse parce qu'elle n'est ni au CNRS ni à l'université, mais qu'elle travaille sur des contrats de recherche (en particulier en cette période où beaucoup de recherches, y compris ANR, prévoient des "postes" de CDD).

Olivier Martin signale les possibilités de stages en entreprise et les programmes spécifiques Erasmus.

**Un accord surgit sur le rôle de l'AFS pour soutenir les efforts pour sauver la recherche. Mais il faut trouver un mode de travail avec l'ASES qui subit selon des participants une chute de participations. L'AFS a vocation de n'être ni corporatiste ni une société savante élitiste mais une grande association et doit participer à une coordination entre les actions. Une proposition de forum est faite mais pour ne pas surcharger, nous suggérons un accueil sur le site AFS. Des diagnostics seront envoyés par les uns et les autres montrant la variété des situations, des problèmes et des expérimentations : cela permettrait d'avoir une vision plus claire. Il est aussi proposé de faire une session plénière ou semi plénière au congrès sur ces points de débat.**

**La prochaine réunion aura lieu au même endroit le 29 mai de 10 à 13h.**